



96936000009003

ENVIRONNEMENT

INFORMATION

2134/F

ENVIRONNEMENT

Septembre 1992

Environnement
Environnement

Renseignements généraux

Modification du Règlement 309 : l'incinération des ordures ménagères en Ontario

- Le 11 septembre 1992, la ministre de l'Environnement, M^{me} Ruth Grier, a annoncé son intention de modifier le Règlement 309 pris en application de la *Loi sur la protection de l'environnement*, qui donne force de loi à la politique du Ministère sur l'incinération des ordures ménagères.

PRINCIPALES DÉFINITIONS

- Ordures ménagères** : tous les déchets, sauf les déchets dangereux, les déchets gazeux et les déchets industriels liquides, tels qu'ils sont définis dans le Règlement 309 de la *Loi sur la protection de l'environnement*.
- Incinérateur d'ordures ménagères** : endroit où sont incinérées des ordures ménagères.
- Déchets de bois** : bois ou produits ligneux, y compris les troncs d'arbre, les branches, les branchettes et les feuilles. Les déchets doivent être exempts de pièces métalliques (ferrures, charnières, etc.) et d'agents de conservation du bois (arsénite de cuivre chromaté ou ammoniacal, pentachlorophénol, créosote).
- Incinérateur de déchets de bois** : endroit où les déchets de bois sont incinérés ou employés comme combustible ou combustible d'appoint.
- Combustible obtenu à partir de déchets** : combustible provenant d'un seul des éléments suivants ou d'une combinaison de ceux-ci : déchets industriels liquides, déchets industriels liquides visés par l'exemption pour petite quantité, déchets dangereux ou déchets dangereux visés par l'exemption pour petite quantité. Le combustible doit être de qualité égale ou supérieure aux combustibles à bas pouvoir calorifique offerts sur le marché et répondre à des normes de qualité précises (décrites plus bas). Les déchets doivent être produits sur le lieu même de leur utilisation comme combustible ou être destinés à un lieu où il seront entièrement utilisés comme combustible ou comme combustible d'appoint. Ces combustibles sont constitués à environ 75 p. 100 d'huiles usées.

Copyright Provisions and Restrictions on Copying:

This Ontario Ministry of the Environment work is protected by Crown copyright (unless otherwise indicated), which is held by the Queen's Printer for Ontario. It may be reproduced for non-commercial purposes if credit is given and Crown copyright is acknowledged.

It may not be reproduced, in all or in part, for any commercial purpose except under a licence from the Queen's Printer for Ontario.

For information on reproducing Government of Ontario works, please contact ServiceOntario Publications at copyright@ontario.ca

- **Lieu d'utilisation des combustibles obtenus à partir de déchets :** endroit où des déchets servent de combustible ou de combustible d'appoint dans un incinérateur employé à des fins autres que la gestion des déchets. Il peut s'agir d'une usine de mélange ou d'installations de stockage en vrac, mais non d'installations de traitement des combustibles obtenus à partir de déchets produits ailleurs que sur le lieu en question.

L'INTERDICTION D'AMÉNAGER DE NOUVEAUX INCINÉRATEURS D'ORDURES MÉNAGÈRES ET SON APPLICATION

- **Nouveaux incinérateurs d'ordures ménagères.** Mis à part les incinérateurs utilisés pour des déchets de nature particulière, dont il est question plus bas, aucun autre incinérateur d'ordures ménagères ne pourra être construit en Ontario.
- **Incinérateurs d'ordures ménagères déjà autorisés.** Pourront rester en service les incinérateurs d'ordures ménagères qui ont été autorisés, ou dont l'autorisation n'était pas requise en vertu de la *Loi sur les évaluations environnementales* ou de la partie V de la *Loi sur la protection de l'environnement*, avant la mise en vigueur de ce règlement ou le jour même de sa mise en vigueur. De ces incinérateurs, ceux qui seront en service moins de trente jours par année suivant la mise en vigueur du règlement ne pourront plus être exploités.
- **Incinérateurs de déchets de nature particulière.** Les incinérateurs d'ordures ménagères qui brûlent uniquement les ordures ménagères ci-après pourront continuer à fonctionner en Ontario.
 - a) Déchets de bois (voir *Incinération de déchets de bois*).
 - b) Boues d'égout, sous réserve des dispositions suivantes de la *Loi sur les ressources en eau de l'Ontario* : i) l'incinérateur doit être la propriété d'une municipalité ou ii) la propriété de la Couronne en vertu d'une entente avec la municipalité; et iii) l'incinérateur doit servir uniquement à l'élimination de déchets de nature semblable aux eaux usées d'origine domestique.
 - c) Boues provenant d'usines de papier.
 - d) Boues provenant d'usines de pâte à papier.
 - e) Boues résultant des opérations de désencrage du papier.
 - f) Déchets industriels liquides visés par l'exemption pour petite quantité en vertu du Règlement 309; la quantité produite ou accumulée doit être inférieure à 25 litres par mois.

g) Déchets dangereux visés par l'exemption pour petite quantité en vertu du Règlement 309.

h) Carcasses animales non comprises dans la catégorie des déchets pathologiques.

INCINÉRATEURS DE DÉCHETS DE BOIS

- **Certificat d'autorisation.** Aux termes de l'article 27 de la *Loi sur la protection de l'environnement*, un certificat d'autorisation est requis si une quantité de déchets de bois supérieure à 500 mètres cubes est stockée sur le lieu de l'incinération, si plus de 100 tonnes de déchets de bois sont incinérés sur les lieux en un jour donné ou si les déchets de bois sont entreposés sur les lieux pendant plus de six mois.
- **Audiences.** Aux termes du paragraphe 30(1) de la *Loi sur la protection de l'environnement*, l'autorisation d'aménager un incinérateur de déchets de bois doit faire l'objet d'une audience si plus de 100 tonnes de déchets de bois sont incinérés en un jour donné, sans récupération de chaleur, ou si plus de 600 tonnes de déchets de bois sont incinérés avec récupération de chaleur.
- **Appareils de chauffage domestiques alimentés aux déchets de bois.** Aux termes de l'article 27 de la *Loi sur la protection de l'environnement*, un certificat d'autorisation n'est pas requis pour chauffer une résidence au moyen d'un brûleur de déchets de bois, à condition que la quantité des déchets de bois stockée sur les lieux soit inférieure à 50 mètres cubes.

LIEUX DE PRODUCTION DE COMBUSTIBLES OBTENUS À PARTIR DE DÉCHETS

- **Normes de qualité pour les combustibles obtenus à partir de déchets.** La concentration de polluants dans les combustibles obtenus à partir de déchets ne doit pas dépasser les limites suivantes :

arsenic : 5 mg/kg
cadmium : 2 mg/kg
chrome : 10 mg/kg
plomb : 50 mg/k
BPC : 2 mg/kg
halogènes totaux : 1 500 mg/kg

Le point d'éclair doit être supérieur à 38 °C, tel qu'il a été établi au moyen d'une méthode éprouvée ou d'une autre méthode approuvée par le directeur. Si le point

d'éclair du combustible est inférieur à 38 °C, ce combustible ne fait plus partie de la catégorie des combustibles obtenus à partir de déchets et doit être traité comme un déchet industriel liquide ou un déchet dangereux.

- Il est interdit de diluer, sur le lieu d'utilisation d'un combustible obtenu à partir de déchets, des combustibles non obtenus à partir de déchets avec d'autres déchets afin de répondre aux normes de qualité régissant les combustibles obtenus à partir de déchets. Ailleurs que sur le lieu d'utilisation, la partie V de la *Loi sur la protection de l'environnement* exige l'obtention d'un certificat d'autorisation pour mélanger des combustibles obtenus à partir de déchets avec d'autres combustibles.
- **Certificat d'autorisation.** Aux termes de l'article 27 de la *Loi sur la protection de l'environnement*, un certificat d'autorisation est requis si la consommation d'un combustible obtenu à partir de déchets est supérieure à 10 tonnes par jour ou si le combustible obtenu à partir de déchets est produit ailleurs que sur le lieu de son utilisation. Sont exemptes de ce règlement les installations qui étaient en service avant sa mise en vigueur et qui ne nécessitaient pas d'autorisation en vertu de la partie V de la *Loi sur la protection de l'environnement*. Toutefois, ces installations doivent être conformes au règlement si elles sont en service moins de trente jours pendant la période de douze mois qui suit la mise en vigueur du règlement.
- **Autorisation.** Une autorisation est requise en vertu de la *Loi sur les évaluations environnementales* si plus de dix tonnes d'un combustible obtenu à partir de déchets sont brûlées pendant un jour donné.

EXAMEN ET FERMETURE PROGRESSIVE DES INCINÉRATEURS D'ORDURES MÉNAGÈRES

- **Incinérateurs existants.** Les six incinérateurs d'ordures ménagères en service à l'heure actuelle ont fait l'objet d'un examen. L'un d'eux est fermé et ne devrait pas être remis en service. (En vertu de la modification du Règlement 309 pris en application de la *Loi sur la protection de l'environnement*, pour être autorisés, les incinérateurs d'ordures ménagères doivent être en service au moins trente jours pendant l'année qui suit la mise en vigueur de la modification.) Les cinq autres incinérateurs devront se conformer aux nouveaux règlements, suivant l'examen de leur certificat d'autorisation par le ministère de l'Environnement, qui décidera s'il est nécessaire de les modifier.
- **Incinérateurs hospitaliers qui brûlent des ordures ménagères.** Le Ministère a demandé aux hôpitaux qui incinèrent des ordures ménagères de fermer volontairement leur incinérateur avant la fin de 1992. Les nouveaux règlements ne

s'appliquent pas aux déchets biomédicaux. (Lire à ce sujet le document de travail intitulé *Stratégie pour la gestion des déchets biomédicaux en Ontario*, rendu public le 3 juin 1992 pour une période de consultation du public de 60 jours.)

- **Incinérateurs scolaires.** Le Ministère a demandé aux écoles qui emploient des incinérateurs de les fermer volontairement avant la fin de 1992.

**Pour plus de précisions,
prière de communiquer avec :**

Ministère de l'Environnement de
l'Ontario
Centre d'information
135, avenue St. Clair ouest
Toronto (Ontario) M4V 1P5
Téléphone : (416) 323-4321
1-800-565-4923

PIBS #2134B

**Pour obtenir un exemplaire de la
modification au Règlement 309, prière
de s'adresser à :**

Publications Ontario
880, rue Bay
Toronto (Ontario) M7A 1N8
1-800-668-9938